

Pouvoir d'emprunt—Loi

Il est ridicule de vouloir construire des pyramides aussi belles soient-elles. Chaque fois que les politiciens sont en difficulté, ils se mettent à construire des pyramides. Ils le font depuis 5,000 ans. Il faut qu'ils accordent au moins autant d'attention aux industries extractives qui constituent notre principal atout et autour duquel gravite toute notre économie. Nous ne pouvons pas avoir une société où nous nous contentons de nous cirer mutuellement les chaussures ou de recycler éternellement le papier. Il faut qu'une industrie produise les ressources de base qui feront marcher tout le reste. Les députés d'en face manifestent depuis des années un sens des priorités que je ne parviens pas à comprendre.

Ces crédits de 4 milliards doivent également, nous dit-on, permettre d'intervenir sur le marché des devises pour soutenir le dollar canadien. J'ai assisté hier soir, en compagnie d'un certain nombre d'autres députés, à l'assemblée annuelle de l'amicale canado-américaine qui s'est tenue en face, dans l'immeuble Wellington. L'ambassadeur italien a signalé notamment que la position du dollar canadien, très forte par rapport aux monnaies de nos partenaires commerciaux européens, constituait un des principaux obstacles au commerce entre le Canada et l'Italie. Ce n'est pas la première fois qu'on nous le dit. A cause de ce facteur, l'accès à de nombreux marchés de la Communauté européenne est plus ou moins fermé à de nombreux produits canadiens.

Dernièrement, nous avons pu lire tous les journaux toutes sortes d'articles permettant de croire que le gouvernement a répondu aux exhortations de l'opposition officielle en révisant un grand nombre de ses priorités financières. J'espère qu'il faut en conclure qu'il révisé son analyse économique. Nos grandes industries extractives auraient tout intérêt à ce que le gouvernement, au lieu de continuer à dépenser des sommes considérables en vue de soutenir artificiellement notre dollar, laisse notre devise se stabiliser d'elle-même, ce qui raffermirait nos exportations de matières premières. S'il déployait autant d'efforts afin de maintenir nos taux d'intérêts, à long terme notre secteur manufacturier se trouverait en meilleure posture.

Monsieur le Président, le gouvernement ne cesse pas de m'étonner à mesure qu'il adopte des politiques économiques teintées de conservatisme. Quelle sorte de programme s'apprête-t-il à présenter aux Canadiens lors de la prochaine campagne électorale? Va-t-il le parer d'une nouvelle version du libéralisme réformé? Dans ce cas, la définition selon laquelle un libéral est celui qui croit dans la réforme sociale à condition qu'elle ne coûte rien est-elle conforme à la tradition? Voilà la pseudo-réforme sociale dont témoigne le dernier budget. Une réforme illusoire. Avoir des théories conservatrices en économie et libérales en politique est le pire des maux.

Là où les députés conservateurs de l'opposition officielle ont tenu les discours les plus cohérents c'est lorsqu'ils ont conseillé au gouvernement de faire précisément ce qui nous a le plus nui au cours des dernières années. C'est la catastrophe quand ils agissent en vrais conservateurs. Personne ne s'oppose à des restrictions légitimes, mais les propositions de mes collègues conservateurs à ma droite sont du même ordre que les mesures qui se sont révélées catastrophiques dans ma province.

Le président suppléant (M. Guilbault): A l'ordre, s'il vous plaît. La présidence regrette d'interrompre le député mais son temps de parole est écoulé.

Je signale à la Chambre que certains députés semblent avoir de la difficulté cet après-midi à s'en tenir à l'objet du débat, le projet de loi C-21, loi portant pouvoir d'emprunt.

M. John McDermid (Brampton-Georgetown): Monsieur le Président, je vais me conformer à votre mise en garde. Toutefois je dois dire que tout ce que fait le gouvernement a un rapport avec le projet de C-21 et l'emprunt de pratiquement 30 milliards de dollars. J'estime qu'on pourrait interpréter très largement le sujet dont on parle aujourd'hui.

M. Tobin: Soyez indulgent.

Une voix: Il n'est même pas à sa place.

M. McDermid: Que voulez-vous, il ne voit rien d'où il est. Il est tellement loin derrière, tellement haut, qu'il en a des saignements de nez. Le député de Humbert-Port au Port-Ste-Barbe (M. Tobin) devrait cesser d'utiliser des chaussures à semelles tellement compensées.

M. Tobin: Ce n'était même pas drôle, John.

M. McDermid: Je voudrais parler de ce pouvoir d'emprunt de 29.5 milliards de dollars. Le gouvernement revient constamment nous demander plus d'argent. Durant la campagne de 1980, les libéraux ont fait trois promesses, monsieur le Président. La première était de nous donner de l'essence à meilleur marché et la deuxième d'accorder \$35 de plus en supplément du revenu garanti. Cette dernière, ils l'ont respectée, mais pas la première sur le prix de l'essence. La troisième promesse était d'administrer l'économie du pays de sorte que nous connaissions un meilleur sort que sous un gouvernement conservateur. Les faits prouvent qu'ils n'ont pas respecté cette promesse non plus.

Je voudrais passer en revue la magnifique collection de ministres des Finances que nous avons eus au cours des années. Il y en a eu un, nommé John Turner, qui a lancé le déficit massif que nous connaissons. Son budget de juin 1975, accusait un déficit de 5.5 milliards de dollars. Il est candidat à la direction du parti. Nous avons eu ensuite l'actuel ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien). Il n'est resté que quelque temps, mais nous préférons l'oublier. Son déficit était de 12 milliards de dollars. Les deux que je viens de mentionner vont se présenter à la direction du parti. Nous avons ensuite l'actuel ministre des Affaires extérieures (M. MacEachen) qui a fait passer le déficit à 25 milliards de dollars. Il est malin, il ne cherche pas à devenir le chef de son parti. Nous avons maintenant l'actuel ministre des Finances (M. Lalonde) qui lui a un déficit de 31.5 milliards de dollars à son actif. Par conséquent, le déficit monte sans cesse et nul ne sait où il s'arrêtera. Ce ministre aussi est malin, il ne se présente pas. Par contre, il essaie de pousser madame Campagnolo à se présenter. Voilà l'histoire du bilan économique du gouvernement.

Le gouvernement veut 29.5 milliards de dollars. Examinons le calendrier. Notre premier ministre (M. Trudeau) a démissionné. Le congrès à la direction du parti est prévu pour le mois de juin. Peu de temps après, le 5 novembre probablement, nous aurons des élections. Si vous voulez parier sur quelque chose, pariez sur cette date. Le 5 novembre c'est un bon jour pour tenir des élections. Toutefois, le gouvernement veut 29 milliards de dollars pour tenir jusqu'en 1985. J'en déduis que le gouvernement contractera d'autres emprunts et dépensera bien plus encore incessamment. Encore une fois, le gouvernement cherchera à se gagner les Canadiens. Il tentera d'acheter